

**Une reprise économique modeste est attendue au niveau mondial, mais le retour à une croissance robuste et soutenue demeure incertain :
Rapport de l'ONU**

Des efforts politiques concertés sont nécessaires pour relancer l'investissement et la croissance en vue de favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

New York, le 17 janvier – D'après le rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale » des Nations Unies pour l'année 2017 publié aujourd'hui, l'économie mondiale n'est pas encore sortie de sa période de lente croissance caractérisée par des investissements limités, un commerce en berne et une croissance atone de la productivité, et ce malgré la reprise économique modeste annoncée pour 2017-2018.

Selon le rapport, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 2,2 pour cent seulement en 2016, soit le taux de croissance le plus bas depuis la Grande récession de 2009. Le produit mondial brut devrait augmenter de 2,7 pour cent en 2017 et de 2,9 pour cent en 2018, ce qui représente une légère baisse par rapport aux prévisions du mois de mai dernier.

Lors du lancement du rapport au Siège de l'ONU à New York, M. Lenni Montiel, Sous-Secrétaire général chargé du développement économique du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU a souligné la « nécessité de redoubler d'efforts pour rendre à nouveau la croissance économique mondiale plus forte et plus généralisée et créer un environnement économique international propice au développement durable ».

D'après le rapport, la légère amélioration attendue en 2017-2018 laisse davantage présager une stabilisation de l'économie qu'une reprise soutenue et robuste de la demande mondiale. En raison de la tendance à la hausse des prix des matières premières, les économies exportatrices de matières premières sont susceptibles d'expérimenter une certaine reprise de leur croissance.

Les pays en développement continuent d'être les principaux moteurs de la croissance mondiale, avec une contribution de plus de 60 pour cent à la croissance du produit mondial brut pour la période 2016-2018. Grâce à une demande intérieure forte et à des politiques macroéconomiques favorables, l'Asie du Sud et de l'Est demeurent les régions les plus dynamiques du monde.

Le rapport prévoit une légère amélioration de la croissance des pays développés en 2017, même si l'activité économique continue d'être frappée de plein fouet par le faible niveau d'investissements et les incertitudes en matière de politique générale.

Dans les pays les moins avancés, la croissance du PIB devrait demeurer largement en deçà du seuil de 7 pour cent fixé dans les objectifs de développement durable. Or, pour atteindre les objectifs généraux de développement durable, il conviendra de s'attaquer à ce problème. Le rapport indique en particulier qu'au regard de la trajectoire actuelle de la croissance, et en supposant que les inégalités de revenus ne connaissent aucun déclin, près de 35 pour cent de la population des pays les moins avancés sont susceptibles de demeurer dans une pauvreté extrême d'ici 2030.

Investissements limités et faible croissance de la productivité

Le rapport identifie le faible niveau d'investissements prolongé comme une cause principale du ralentissement de la croissance mondiale. En effet, au cours de ces dernières années, de nombreux pays ont enregistré une baisse marquée des investissements publics et privés, en particulier dans le domaine de l'industrie pétrolière et extractive. Dans les pays exportateurs de matières premières, les gouvernements ont limité les investissements publics si précieux dans le domaine des infrastructures et des services sociaux, en réponse à des pertes drastiques des revenus. Dans le même temps, la croissance de la productivité de la main d'œuvre a ralenti de façon significative dans la plupart des pays développés et dans de nombreuses économies d'envergure des pays en développement et en transition.

Le rapport souligne l'importance des investissements dans les nouveaux capitaux en tant que moteur des changements technologiques et des gains d'efficacité. Il conclut en particulier que les investissements dans des domaines clés tels que la recherche et le développement, l'éducation et les infrastructures peuvent servir à promouvoir le progrès environnemental et social tout en soutenant la croissance de la productivité.

Viabilité de l'environnement

Le rapport souligne quelques évolutions positives en matière de viabilité environnementale. Le niveau mondial des émissions de carbone a stagné pendant deux années consécutives. Cette tendance reflète le déclin de l'intensité énergétique des activités économiques enregistrées dans certains pays comptant parmi les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, ainsi que la part croissante des énergies renouvelables dans la structure énergétique générale de ces pays, mais également un ralentissement de leur croissance économique.

Le rapport a révélé qu'en 2015, les investissements des pays en développement dans les énergies renouvelables ont dépassé ceux des pays développés. Cependant, il avertit également que sans des efforts politiques concertés de la part du secteur public et privé, les progrès récemment enregistrés en matière d'atténuation des émissions pourraient facilement être ruinés.

Risques et défis en matière de politique générale

Le rapport avertit que les perspectives mondiales laissent entrevoir des incertitudes et des risques. En effet, dans l'environnement politique international, un haut niveau d'incertitude et des niveaux d'endettement élevés libellés en devises sont reconnus comme des risques majeurs de détérioration susceptibles d'assombrir des perspectives déjà modestes de croissance économique mondiale.

Étant donné les liens étroits entre la demande, les investissements, le commerce et la productivité, l'épisode prolongé de faible croissance économique est susceptible de se poursuivre faute d'efforts politiques concertés en vue de relancer les investissements et de favoriser un rebond de la productivité. Le rapport souligne que de nombreux pays continuent à dépendre de manière excessive de la politique monétaire pour soutenir la croissance.

Dans un contexte économique et financier tendu, une approche politique plus équilibrée est nécessaire non seulement pour rétablir une trajectoire de croissance saine à moyen terme, mais aussi pour réaliser de plus grands progrès en matière de développement durable.

La croissance économique mondiale nécessite des mesures de politique générale qui vont au-delà de la gestion de la demande. Ces mesures doivent pleinement s'intégrer dans les réformes structurelles ciblant divers aspects du développement durable, notamment la pauvreté, les inégalités et les changements climatiques.

Le rapport appelle également à une plus grande coopération et coordination directive internationale, en particulier dans les domaines du commerce et de l'investissement. Une coopération internationale accrue est également nécessaire pour accélérer le transfert de technologies propres, susciter des financements pour la lutte contre les changements climatiques, renforcer la coopération internationale et relever les défis posés par les déplacements massifs de réfugiés et de migrants.

À propos du rapport : *Le rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale » est la publication phare des Nations Unies sur les tendances économiques observées au niveau mondial. Il est produit annuellement par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, la Conférence des*

Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les cinq commissions régionales et l'Organisation Mondiale du Tourisme de l'ONU.

Pour plus d'informations, consultez le site Web à l'adresse suivante : <http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/>

Contacts avec les médias :

Département de l'information

Ken Matsueda, T: +1 (917) 367-5418 | E: matsueda@un.org

Sharon Birch, T: +1 (212) 963-0564 | E: birchs@un.org